Les conflits entre gouvernements et les guérillas vont décroître

Partage international n° 7 – Mars 1989

par Peter Liefhebber

Déclaration publiée dans le numéro de novembre 1988 de *Share International/Partage international*, adressée aux médias en octobre 1988 : « *Les conflits existant entre les gouvernements et les forces de guérilla à travers le monde vont commencer à décroître. Les personnes concernées se rendront à la table des négociations. On remarquera, en particulier, la mise en place de ce processus au Soudan, en Ethiopie et au Nicaragua.* »

Soudan — Les premières tentatives amorcées en novembre en vue d'aboutir à un accord dans la guerre civile qui se déroule actuellement au Soudan se heurtent à des difficultés. Le cessez-le-feu a maintenant dégénéré en escarmouches entre les troupes gouvernementales et l'Armée Populaire de Libération du sud Soudan (le SPLA).

La guerre civile est pourtant entrée dans une nouvelle phase. Des pressions économiques et politiques croissantes conduisent le gouvernement soudanais à envisager de plus en plus sérieusement l'ouverture de négociations en vue d'aboutir à un accord de paix. Malgré l'opposition du gouvernement pro-américain du Soudan, les États-Unis ont pris la décision de distribuer une aide alimentaire dans les régions actuellement aux mains de la résistance armée.

L'Amérique a également proposé sa médiation dans le conflit. Un porte-parole du gouvernement américain à Washington a ajouté que l'Union Soviétique pourrait jouer un rôle dans ces négociations.

Nicaragua — Le 22 janvier, le Nicaragua a décidé de permettre à nouveau l'accès au pays aux diplomates américains.

Le Président Daniel Ortega a déclaré, dans une interview publiée à la fin du mois de janvier dans l'hebdomadaire *Time*, qu'il souhaitait la normalisation des relations entre le Nicaragua et les États-Unis. Le 1er février, Jim Wright, le Président de la Chambre des Représentants, annonçait que les États-Unis avaient élaboré un traité de paix. Selon Jim Wright, le Président Georges Bush proposera de mettre un terme au boycott économique exercé contre le Nicaragua si l'Union Soviétique et Cuba retirent leurs troupes de ce pays. Le 3 février, le Président Ortega accordait une amnistie générale à tous les membres de la guérilla.

Colombie — Des négociations secrètes entre le gouvernement colombien et le mouvement de guérilla M19, amorcées le 7 janvier dernier, ont aboutis à la signature d'un traité de paix le 11 janvier. Selon les termes de l'accord, le mouvement M19 ne lancera plus d'attaques contre les troupes gouvernementales.

El Salvador — Le mouvement de guérilla salvadorien FMLN a promis de respecter le résultat des élections présidentielles qui doivent avoir lieu dans ce pays, une des conditions posées étant que les élections soient repoussées de mars à septembre prochain. C'est la première fois, en neuf ans d'existence du FMLN, que ce mouvement est prêt à accepter le verdict des urnes. L'église catholique, très influente au Salvador, a répondu favorablement à cette proposition. La première réaction du Président Duarte fut toutefois négative.

Cette réaction ne dissuada cependant pas le FMLN de poursuivre son initiative de paix. Le 1er février, peu de temps avant la visite du vice-président américain Dan Quayle, les rebelles annonçaient leur intention de mettre un terme aux attaques contre les cibles américaines militaires et civiles. Deux jours plus tard, le gouvernement salvadorien acceptait d'ouvrir des négociations sur la base des propositions du FMLN. Le 8 février, le FMLN proposait une trêve de deux mois, en échange d'un report de six mois de la date des élections.

Espagne — L'ETA, l'armée séparatiste basque, a prolongé de deux mois la trêve instaurée le 7 janvier. Elle espère ainsi faciliter les négociations avec le gouvernement espagnol. L'ETA souhaite discuter d'une éventuelle indépendance des provinces basques espagnoles. Le gouvernement de Madrid, quant à lui, n'envisage de négocier que la libération des membres de l'ETA ayant promis de renoncer à la violence. Le 20 janvier, cependant, des conversations

secrètes étaient engagées entre Madrid et l'ETA.

Angola — Le gouvernement angolais a admis qu'il avait entamé des pourparlers secrets avec l'organisation de résistance UNITA afin de mettre fin à la guerre civile qui dure maintenant depuis 13 ans. Le 26 janvier, le ministre délégué Antonio Dos Santos Franca déclarait : *« Nous avons amorcé un dialogue. »*

Maroc et Sahara occidental — En février, le Polisario, le Front de Libération du Sahara occidental, a appelé à une trêve dans la guerre de guérilla qu'il mène contre le Maroc. Il s'agit là d'un geste de bonne volonté, au moment où des pourparlers de paix se déroulent entre le Polisario et le roi Hassan II du Maroc.

Equateur — Le principal groupe de guérilla équatorien a donné son accord pour mettre un terme à la lutte armée et pour participer à l'élaboration d'une solution politique aux problèmes du pays.

Amérique du Sud **Auteur** : Peter Liefhebber, journaliste aux Pays-Bas.
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions